

Que sont-ils devenus ?

L'ancien juge anti-corruption milanais est aujourd'hui passé dans le privé. Cela ne l'empêche pas de participer au débat sur le respect de la loi

Gherardo Colombo, la justice aux mains propres

A 60 ans, il a troqué son jean usé, son vieux pull-over au look d'étudiant attardé pour un costume. S'il a gardé sa chevelure bouclée, un peu grisonnante aujourd'hui, l'ancien magistrat anti-corruption Gherardo Colombo, grand spécialiste de la procédure pénale et de la jurisprudence italienne, ne travaille plus au fond d'un long et sombre couloir, dans un bureau spartiate du tribunal de Milan. Il a emménagé dans les locaux de la maison d'édition milanaise Garzanti, dont il est aujourd'hui le vice-président.

L'un des mousquetaires de l'opération « mains propres » qui défraya la chronique dans les années 1990 (*lire la légende de la photographie ci-contre*) a en effet quitté la magistrature en février 2007, quinze ans tout juste après le début des investigations. Une démission non pas pour se lancer dans la politique, comme son collègue d'hier Antonio Di Pietro, ni pour grimper dans les hautes sphères de la magistrature comme son autre frère d'armes Piercamillo Davigo, ni encore pour partir à la retraite comme Francesco Saverio Borrelli. Mais pour choisir la voie du privé.

Il dit aujourd'hui ne rien regretter et certainement pas l'escorte policière qu'il eut entre 1981 et 2001, lorsque les dossiers qu'ils traitaient étaient des plus délicats. Encore moins les audiences que les habi-

Ce mousquetaire de l'opération « mains propres » a quitté la magistrature en février 2007, quinze ans après le début des investigations.

les ténors du barreau faisaient repousser indéfiniment. Finis les succès des années 1990, lorsque les investigations des procureurs milanais avaient mis en lumière la corruption généralisée du monde économique. Lorsqu'ils avaient également découvert qu'il existait un pacte entre les formations politiques au pouvoir pour se partager les pots-de-vin et lorsque cette découverte avait décapité une partie de l'élite et provoqué l'implosion de la toute puissante Démocratie chrétienne. Fini le temps où l'opinion publique indignée soutenait cette « République des juges » toute neuve, où Silvio Berlusconi, arrivé au pouvoir en 1994, enregistrait autour de la question judiciaire ses plus gros revers. Terminées aussi les critiques des médias qui, ayant encensé les juges quelques années plus tôt, avaient fini par les accuser de mener irrégulièrement leurs investigations...

Celui qui fut trente-trois ans magistrat – la moitié du temps juge, l'autre moitié procureur – s'amuse aujourd'hui dans son bureau à lire les très sérieux manuscrits d'économie, de philosophie ou de politique qu'on lui envoie pour être publiés. Sa vie professionnelle est d'ailleurs, dit-il, bien plus remplie qu'auparavant, puisqu'il enseigne dans différentes universités et va en prison expliquer aux détenus l'importance du droit. Et comme si cela n'était pas suffi-



Gherardo Colombo en 2004.

Février 1992, l'opération « Mani pulite » débute

En février 1992, enquêtant sur une modeste affaire de pots-de-vin dans un hospice milanais, Francesco Saverio Borrelli, Antonio Di Pietro, Piercamillo Davigo et Gherardo Colombo entreprennent de démêler un écheveau de corruption qui va balayer plusieurs partis de la scène politique. C'est l'opération « Mani pulite » (mains propres). La Démocratie chrétienne et les socialistes sont au premier plan des scandales. Silvio Berlusconi lance alors son parti Forza Italia. Élu président du Conseil en 1994, il fait voter une loi qui interdit la détention préventive pour certains délits financiers et entraîne la remise en liberté de 3000 personnes.

sant, il prend part à des débats sur la justice partout dans le pays. Il était hier à Aoste et aujourd'hui à Avène. Demain, il ne sait pas encore. C'est bien simple, reconnaît-il, sa femme et ses trois enfants le voient presque moins qu'avant, même si l'aîné, âgé de 35 ans, ne vit plus chez lui.

Entre toutes ces activités, il a même trouvé le moyen d'écrire un livre expliquant les raisons de sa démission de la justice. L'ouvrage, qui devrait être publié en mars, s'appellera *À propos de la loi*. C'est justement la loi qui l'a fait démissionner l'an dernier, ou plutôt, explique-t-il, la relation que la population de son pays entretient avec elle. « Ce n'est tout simplement pas dans la culture italienne d'appliquer la loi », assène-t-il. Dès lors, comment s'étonner de l'inefficacité de

la justice, de tous les procès terminés par l'annulation des poursuites, pour cause de prescription ou de changement de lois en faveur des accusés. D'ailleurs, dans les débats auxquels il participe, une question lui est perpétuellement posée : pourquoi la justice ne peut-elle pas passer en Italie ?

« J'ai la chance, dit-il, de toujours m'être passionné pour ce que je faisais et d'abandonner dès que cela ne m'intéressait plus. » Aujourd'hui, dans les écoles et les prisons, il essaie d'inculquer ce souci des règles. Les choses doivent changer au quotidien, explique-t-il, les gens doivent apprendre à critiquer mais aussi à choisir. Ce sera en tout cas une règle que ce futur grand-père – en février prochain – compte inlassablement inculquer à la nouvelle génération.

MARIE-FRANÇOISE MASSON

LE BILLET



Alain Rémond

La France qui gagne

Tout va mal. Et non seulement tout va mal, mais tout risque d'aller de mal en pis. La croissance est en berne. La Bourse dévisse. Des entreprises ferment, délocalisent ou licencient. Le crédit se fait plus rare. Les inégalités se creusent. La France a le moral dans les chaussettes. D'accord, elle n'est pas la seule. Mais disons qu'après le grand show des promesses en tout genre, le réveil est rude. Là-dessus, deux Français font la une. Deux sportifs : Francis Joyon et Jean-Baptiste Grange. L'un vient de pulvériser le record du tour de monde à la voile en solitaire. L'autre devient la star du ski mondial, côté slalom. Deux héros très discrets. Rien à voir avec la Coupe du monde de rugby, son hystérie médiatique, sa récupération politique, avec le résultat que l'on sait. Deux sportifs qui ne la ramènent pas. Qui se contentent juste de gagner, sans faire de cinéma, sans rouler des mécaniques. Des artisans du sport. Tranquilles, modestes, pas exhibitionnistes pour un sou. Ça ne ramènera pas la croissance. Ça ne fera pas remonter la Bourse. Mais c'est fou ce que ça fait du bien.

UNE IDÉE POUR AGIR

Quand les seniors et les étudiants cohabitent

Lui, Bastien, un étudiant en master professionnel d'optique de 23 ans, n'avait pas le budget nécessaire pour se loger décentement. Elle, Nicole, âgée de 91 ans, supportait mal ses longues soirées dans son appartement de Versailles (Yvelines). Deux personnes à chaque bout de la pyramide des âges qui ne se connaissaient pas et dont la cohabitation pouvait paraître improbable... sauf aux yeux de Besoin2toit, qui s'est spécialisé dans le logement intergénérationnel. « Nous avons créé l'association en juin 2007, indique Christine de Pascal, l'une des trois responsables de Besoin2toit, car nous pouvons résoudre à la fois les problèmes de solitude des personnes âgées et ceux des étudiants pour qui il devient très difficile de se loger. » Aujourd'hui, le « binôme » Bastien-Nicole, fonctionne à merveille. « Je lui rends juste quelques services, explique Bastien. Parfois lui faire des courses quand je fais les miennes. Ou lui apporter son dîner le soir. » Nicole, elle, évoque la présence « rassurante et sympathique » de l'étudiant à qui elle laisse gratuitement la libre disposition d'une chambre.

Besoin2toit a développé ses contacts avec les communes des Hauts-de-Seine, des Yvelines et même de Paris. « Les structures s'occupant des personnes âgées leur signalent notre existence, explique Christine de Pascal. Souvent, ce sont leurs enfants qui nous contactent. Les étudiants, eux, nous connaissent par le Crous ou par notre site Internet. » L'association reçoit séparément les uns et les autres et, après un long entretien, tente de rapprocher ceux qui lui semblent avoir des affinités. « Nous les laissons en revanche se rencontrer seuls, car ce doit être en quelque sorte un coup de foudre », sourit Christine de Pascal. Si les candidats étudiants ne manquent pas, Besoin2toit avoue connaître plus de difficultés pour attirer les seniors qu'il faut davantage rassurer. « Mais le jeu en vaut la chandelle. De véritables relations d'affection se créent et les échanges se révèlent très enrichissants. »

MICHEL WAINOTROP

BESOIN2TOIT : 8, rue Carnot, 92370 Chaville. Tél. : 06.34.50.01.38. Site : www.besoin2toit.com